



15 janvier 2025

AESH : Unité pour les légitimes revendications !

A nouveau ce 16 janvier des milliers d'AESH sont dans la rue à l'appel de leur fédération FSU, CGT, SUD SNALC. Accompagner deux, trois voire cinq ou sept enfants porteurs d'un handicap dans un, deux ou trois écoles, collèges ou lycées pour 820€ mensuels, sans perspective d'intégration dans la fonction publique, sans aucune formation, les AESH n'acceptent pas !

Leurs revendications sont simples : création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B ; augmentation de leur salaire ; reconnaissance d'un temps complet de 24heures ; recrutement à hauteur des besoins ; abandon des PIAL et des PAS et abandon des mutualisations

Derrière ces revendications, c'est toute la question du traitement des enfants victimes de handicap qui est posée. Ces enfants sont aujourd'hui trop nombreux à ne pas avoir de place dans les instituts spécialisés pour lesquels ils ont pourtant des notifications de la maison départementale des personnes handicapées, trop nombreux à ne pas bénéficier d'un accompagnement par un ou une AESH.

Ces revendications se heurtent à un gouvernement Bayrou qui annonce 50 milliards de coupes pour le prochain budget, soit 10 milliards de plus que ce que programmait le précédent gouvernement Barnier. Elles se heurtent à la loi spéciale, adoptée par l'Assemblée nationale sans aucun votre contre, qui reconduit « au mieux » les dépenses de 2024 et ouvre donc la voie à l'aggravation de l'austérité.

Pour faire céder le gouvernement Bayrou/Macron il faut l'unité

Pour faire céder le gouvernement, c'est la grève pour gagner, la grève dans l'unité avec toutes les organisations syndicales jusqu'à satisfaction des revendications qui est posée.

Il y a urgence à les bloquer car l'application de ces politiques d'austérité risque d'aggraver la précarité des AESH. A Marseille les AESH découvrent ainsi qu'après l'adoption de la loi du 27 mai 2024 permettant la prise en charge par l'État de l'accompagnement des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne, la mairie ampute leurs revenus de 300€ dès le mois de février ! Pourquoi ? Dès l'adoption de la loi, la majorité municipale de Marseille, relayant la politique d'austérité de Macron, s'empresse d'annoncer la suppression des contrats passés avec les AESH pendant la pause de midi dès la fin janvier. Quant à l'Éducation nationale, elle n'augmentera pas le temps de travail des AESH et leur demande de choisir entre le temps cantine et le temps scolaire. Ce sont des décisions intolérables qui pénalisent tout le monde : les AESH, les élèves concernés, les enseignants et les parents.

Aucun accord n'est possible avec le gouvernement Bayrou.

Aucune coupe budgétaire n'est acceptable, unité pour la satisfaction des revendications !

Et que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent. D'un côté le gouvernement n'aurait pas d'argent pour l'école, les hôpitaux, les logements sociaux... de l'autre les milliards coulent à flot pour la guerre et les marchands d'armes et la minorité d'actionnaires.

Confiscation des milliards de la guerre et des actionnaires pour les affecter à l'école publique, aux revendications légitimes des AESH, à tous les services publics.

Non aux 50 milliards de coupes budgétaires !

Pour un gouvernement ouvrier qui satisfasse les revendications

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs,
BP 31, 93105 Montreuil Cedex.

Accédez au site du
Parti des travailleurs
en flashant le QR Code

